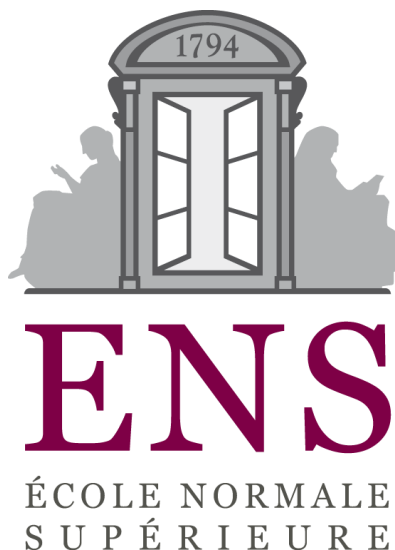


## ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

École Normale Supérieure  
Direction Générale des Services  
Service financier  
Pôle des Marchés Publics  
45 rue d'Ulm  
75005 PARIS



### PRESTATIONS DE TRAITEUR SUR LES DIFFÉRENTS SITES DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

Date et heure limites de réception des offres

**Le mercredi 28 juin 2017 à 12 Heures**

**Règlement de la Consultation**

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	9
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	9
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>9</b>
2.1 - DURÉE DU MARCHÉ - DÉLAIS D'EXÉCUTION	9
2.2 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU ALTERNATIVES	9
2.3 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	9
2.4 - MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITÉS DE FINANCEMENT	9
2.5 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION	9
<b>ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 4 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>10</b>
4.1 - DOCUMENTS À PRODUIRE	11
<b>ARTICLE 5 : SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>16</b>
6.1 - TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	16
6.2 - TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE	17
<b>ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>18</b>
7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	18
7.2 - DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES	19
7.3 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	19

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### Article premier : Objet et étendue de la consultation

#### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations de traiteur sur les différents sites de l'École normale supérieure.

#### **Lieu(x) d'exécution :**

École normale supérieure  
45, rue d'Ulm  
75005 Paris

École normale supérieure  
46, rue d'Ulm  
75005 Paris

École normale supérieure  
29, rue d'Ulm  
75005 Paris

École normale supérieure  
24, rue Lhomond  
75005 Paris

École normale supérieure - Site de Montrouge  
1, rue Maurice Arnoux  
92120 Montrouge

École normale supérieure - Campus Jourdan  
48, boulevard Jourdan  
75014 Paris

Station biologique de Foljuif (CEREPP)  
78, rue du Château  
77140 Saint Pierre les Nemours

#### **Réalisations de prestations similaires :**

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de l'article 30-I-7 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché. Les conditions d'exécution de ce nouveau marché seront les suivantes :

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

#### 1.2 - Étendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Cette consultation sera passée en application de l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum en application de l'article 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, étant conclus avec plusieurs opérateurs économiques par lot :

- **3 attributaires maximum pour chaque lot, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins et pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du présent accord-cadre.

1.3 - Décomposition de la consultation – Description des prestations de base – montant de l'accord-cadre

Les prestations sont réparties en 4 lots :

Lot	Désignation
1	<p><u>Pauses café :</u></p> <p><u>Prestation A :</u> « Accueil café » viennoiseries et boissons associées :</p> <p>Les prestations suivantes comprennent la préparation, la livraison, et l'installation le cas échéant (le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux prestations occasionnelles prévues dans le BPU).</p> <p>Type de prestations attendues :</p> <p>Par défaut, la vaisselle est jetable (gobelet, touillette, verre jetable). Des nappes en papier et des serviettes en quantité adaptée et selon les modalités du bon de commande devront également être disponibles.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Boissons chaudes : Café issu de préférence du commerce équitable, (conditionné en bouteille thermos*), thé, chocolat chaud, lait chaud, sucre emballé.</li> </ol> <p><i>* Les candidats proposeront dans le cadre de réponse du mémoire technique les modalités de récupération éventuelle.</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2) Boissons fraîches : Jus de fruit (par bouteille d'1 litre), eau (par bouteille d'1 litre), lait (par bouteille d'un litre), boissons gazeuses et non gazeuses etc. dans leur conditionnement d'origine.</li> <li>3) Viennoiseries : 2 mini-viennoiseries (croissant, pain au chocolat, pain au raisin, chausson aux pommes, brioche au sucre ...) par personne (servis sur assiettes).</li> </ol> <p><u>Prestation B :</u> « Pause café » mignardises et boissons associées :</p> <p>Les prestations suivantes comprennent la préparation, la livraison, et l'installation le cas échéant (le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux prestations occasionnelles prévues dans le BPU).</p> <p>Type de prestations attendues :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Boissons chaudes : Café issu de préférence du commerce équitable, (conditionné en bouteille thermos*), thé, chocolat chaud, lait chaud, sucre emballé.</li> </ol> <p><i>* Les candidats proposeront dans le cadre de réponse du mémoire technique les modalités de récupération éventuelle.</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2) Boissons fraîches : Jus de fruit (par bouteille d'1 litre), eau (par bouteille d'1 litre), lait (par bouteille d'un litre), boissons gazeuses et non gazeuses etc. dans leur conditionnement d'origine.</li> <li>3) Mignardises sucrées : 3 mignardises sucrées de type fours moelleux (cannelés, macarons, financiers ...), mini-tartelettes, petites pâtisseries (éclair, opéra, petits choux...) etc... par personne (servis sur assiettes).</li> </ol> <p><b>Possibilité de rajouter des boissons fraîches dans leur conditionnement d'origine, le bon de commande déterminera le nombre de bouteilles de chaque sorte, au prix, prévu en feuille 5 du BPU.</b></p>

Lot	Désignation
2	<p><u>Plateaux repas:</u></p> <p><u>Prestation A :</u>  Plateau repas "standard" : la prestation de base est constituée d'une entrée, d'un plat chaud ou froid (poisson ou viande avec accompagnement), de fromage, d'un dessert, pain individuel, une petite bouteille d'eau minérale ou de source (50 cl), serviettes, condiments (sel, poivre, moutarde etc.).</p> <p>Les couverts et les verres seront par défaut en plastique.</p> <p>Pour ces repas, les prestataires sont invités à proposer au moins 5 types de repas. Le service ou département organisateur choisira dans le bon de commande le type de plateau entre toutes les propositions.</p> <p><u>Prestation B :</u>  Plateau repas "haut de gamme" : la prestation de base est constituée d'une entrée, d'un plat chaud ou froid (poisson ou viande avec accompagnement), de fromage, d'un dessert, pain individuel, une petite bouteille d'eau minérale ou de source (50 cl), serviettes, condiments (sel, poivre, moutarde etc.).</p> <p>Les couverts et les verres seront par défaut en plastique.</p> <p>Pour ces repas, les prestataires sont invités à proposer au moins 5 types de repas. Le service ou département organisateur choisira dans le bon de commande le type de plateau entre toutes les propositions.</p> <p><b>Boissons : le bon de commande déterminera le nombre de bouteilles de chaque sorte au prix prévu dans la feuille 5 du BPU.</b></p>
3	<p><u>Repas (déjeuner et/ou dîner) :</u></p> <p><u>Prestation A :</u>  Repas sur assiette catégorie - "standard " : la prestation de base est composée d'une entrée, d'un plat principal, de fromages, d'un dessert, de pains, café/thé  Toujours : couverts inox, verres à pied, vaisselles porcelaine, nappes et serviettes en tissu.</p> <p>Pour ces repas, les prestataires sont invités à proposer au moins 4 types de repas. Le service ou département organisateur choisira dans le bon de commande le type de repas entre toutes les propositions.</p> <p><u>Prestation B :</u>  Repas sur assiette catégorie - "haut de gamme " : la prestation de base est composée d'une entrée, d'un plat principal, de fromages, d'un dessert, de pains, café/thé  Toujours : couverts inox, verres à pied, vaisselles porcelaine, nappes et serviettes en tissu.</p> <p>Pour ces repas, les prestataires sont invités à proposer au moins 4 types de repas. Le service ou département organisateur choisira dans le bon de commande le type de repas entre toutes les propositions.</p> <p><b>Boissons : le bon de commande déterminera le nombre de bouteilles de chaque sorte au prix prévu dans la feuille 5 du BPU.</b></p>

Lot	Désignation
4	<p><u>Buffet &amp; cocktail (standard &amp; haut de gamme) :</u></p> <p><u>Prestation A :</u>  Cocktail apéritif "gamme standard": la prestation de base est constituée de 8 pièces p/personne salées et sucrées. Les verres ne seront pas en plastique.</p> <p>1) Gamme salée : un choix de bouchées chaudes, petits fours frais, canapés variés de légumes, de canapés assortis de viandes et de poissons, de pains surprises, de brioches mousselines, de feuilletés et toasts chauds, etc.  2) Gamme sucrée : un choix de petites pâtisseries, de petits fours frais, de petites tartelettes de fruits variés, de macarons, etc.</p> <p><b>Le candidat devra être en mesure de proposer sur demande un cocktail apéritif "gamme standard" <u>à thème</u> et ce sans surcoût supplémentaire.</b></p> <p><u>Prestation B :</u>  Cocktail apéritif « haut de gamme »: la prestation de base est constituée de 8 pièces p/personne salées et sucrées. Les verres ne seront pas en plastique.</p> <p>1) Gamme salée : un choix de bouchées chaudes, petits fours frais, canapés variés de légumes, de canapés assortis de viandes et de poissons, de pains surprises, de brioches mousselines, de feuilletés et toasts chauds, etc.  2) Gamme sucrée : un choix de petites pâtisseries, de petits fours frais, de petites tartelettes de fruits variés, de macarons, etc.</p> <p><b>Le candidat devra être en mesure de proposer sur demande un cocktail apéritif "haut de gamme" <u>à thème</u> et ce sans surcoût supplémentaire.</b></p> <p><u>Prestation C :</u>  Cocktail "gamme standard" déjeunatoire et / ou dînatoire : la prestation de base est constituée de 18 pièces p/personne salées et sucrées. Les verres ne seront pas en plastique.</p> <p>1) Gamme salée : un choix de bouchées chaudes, petits fours frais, canapés variés de légumes, de canapés assortis de viandes et de poissons, de pains surprises, de brioches mousselines, de feuilletés et toasts chauds, etc.  2) Gamme sucrée : un choix de petites pâtisseries, de petits fours frais, de petites tartelettes de fruits variés, de macarons, etc.</p> <p><b>Le candidat devra être en mesure de proposer sur demande un cocktail "gamme standard" déjeunatoire et / ou dînatoire <u>à thème</u> et ce sans surcoût supplémentaire.</b></p> <p><u>Prestation D :</u>  Cocktail "haut de gamme" déjeunatoire et / ou dînatoire : la prestation de base est constituée de 18 pièces p/personne salées et sucrées. Les verres ne seront pas en plastique.</p> <p>1) Gamme salée : un choix de bouchées chaudes, petits fours frais, canapés variés de légumes, de canapés assortis de viandes et de poissons, de pains surprises, de brioches mousselines, de feuilletés et toasts chauds, etc.  2) Gamme sucrée : un choix de petites pâtisseries, de petits fours frais, de petites tartelettes de fruits variés, de macarons, etc.</p>

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
	<p><b>Le candidat devra être en mesure de proposer sur demande un cocktail "haut de gamme" déjeuneratoire et / ou dîatoire <u>à thème</u> et ce sans surcoût supplémentaire.</b></p> <p><u>Prestation E :</u>  Buffet "standard" déjeuneratoire et / ou dîatoire chaud et / ou froid: la prestation de base est constituée de Café, thé, à discrétion - Variétés d'entrée (salades, légumes, viandes, poissons), Variétés de plats principaux (salades, légumes, viandes, poissons), Variétés de fromages, Variétés de fruits, Variété de desserts, pain baguette ou campagnard.</p> <p>1) Gamme salée : un choix de bouchées chaudes, petits fours frais, canapés variés de légumes, de canapés assortis de viandes et de poissons, de pains surprises, de brioches mousselines, de feuilletés et toasts chauds, etc.  2) Gamme sucrée : un choix de petites pâtisseries, de petits fours frais, de petites tartelettes de fruits variés, de macarons, etc.</p> <p><b>Le candidat devra être en mesure de proposer sur demande un buffet « standard » <u>à thème</u> et ce sans surcoût supplémentaire.</b></p> <p><u>Prestation F :</u>  Buffet "haut de gamme" déjeuneratoire et / ou dîatoire chaud et / ou froid: la prestation de base est constituée de Café, thé, à discrétion - Variétés d'entrée (salades, légumes, viandes, poissons), Variétés de plats principaux (salades, légumes, viandes, poissons), Variétés de fromages, Variétés de fruits, Variété de desserts, pain baguette ou campagnard.</p> <p>1) Gamme salée : un choix de bouchées chaudes, petits fours frais, canapés variés de légumes, de canapés assortis de viandes et de poissons, de pains surprises, de brioches mousselines, de feuilletés et toasts chauds, etc.  2) Gamme sucrée : un choix de petites pâtisseries, de petits fours frais, de petites tartelettes de fruits variés, de macarons, etc.</p> <p><b>Le candidat devra être en mesure de proposer sur demande un buffet « haut de gamme » <u>à thème</u> et ce sans surcoût supplémentaire.</b></p> <p><b>Les boissons ne sont pas incluses dans les buffets et cocktails et font l'objet d'une ligne spécifique du bon de commande.</b></p>

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'accord-cadre est conclu avec plusieurs opérateurs économiques par lot :

**- 3 attributaires maximum pour chaque lot, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.**

A titre indicatif (ce montant n'engage pas l'École normale supérieure), les commandes estimées pour la période de comparaison du 2 janvier 2015 au 31 décembre 2016, sont les suivantes :

<i>Nature des prestations</i>	<i>Estimation</i>	<i>Valeur</i>
Prestations de traiteur globales dans l'Établissement	360 000 HT	Euros



#### 1.4 - Conditions de participation des concurrents

En cas de groupement, le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

#### 1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Lot</i>	<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
1	Services traiteur (555200001)	
2	Services traiteur (555200001)	
3	Services traiteur (555200001)	
4	Services traiteur (555200001)	

### **Article 2 : Conditions de la consultation**

#### 2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité de l'accord-cadre seront fixés dans le cadre de l'acte d'engagement et du C.C.P.

#### 2.2 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante n'est autorisée et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

#### 2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

Dans le cas d'un report de la date de remise des offres, la durée de validité des offres est prolongée d'autant.

#### 2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

#### 2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article 13 et 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### **Article 3 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.) ;
- L'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) propre à chaque lot ;
- Un Bordereau des Prix Unitaires, annexe à l'acte d'engagement, par lot (5 feuillets) ;
- Un DQE (devis quantitatif estimatif) par lot ;
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.) et son annexe n°1 cadre de réponse du mémoire technique ;
- Le calendrier d'exécution.

Le dossier de consultation des entreprises est disponible **aux adresses électroniques suivantes** :

- <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> - référence du marché : 2017-016.

- <http://www.ens.fr/marches-publics>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique ou support papier n'est autorisée.

#### **Modifications de détail au dossier de consultation :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les modifications au dossier de la consultation sont publiées sur la plateforme de dématérialisation [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) (référence du marché : 2017-016).

#### **IMPORTANT**

Il est recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'État avant de télécharger le Dossier de consultation, pour être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation en cours de consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats.

Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront pas être alertés. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable du manque d'information des candidats qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas téléchargé les mises à jour des documents modifiés.

N.B. : le retrait des documents électroniques n'oblige pas le soumissionnaire à déposer électroniquement son offre et inversement.

### **Article 4 : Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

#### 4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

##### **Pièces de la candidature :**

En cas de soumission à plusieurs lots et dans un souci de respect de l'environnement, les candidats sont invités à ne produire qu'en un seul exemplaire les documents demandés relatifs à la candidature.

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) – (**version du 26/10/2016 ou dernière version publiée si postérieure**) - ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) et à l'adresse suivante pour le DUME : <https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter>.

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux regards des articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (*incluse dans le DC1 ou sur papier libre*).

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (*incluse dans DC2 ou sur papier libre*). Les sociétés de création récente peuvent justifier leur capacité financière par tout autre document équivalent.

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature (*sur papier libre à produire en annexe du formulaire DC2*) ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (*sur papier libre à produire en annexe du formulaire DC2*) ;
- Une liste de références prouvant les compétences du candidat dans le domaine concerné par le présent accord-cadre. Les candidats devront en particulier clairement indiquer leurs principales références datées avec montants correspondants dans le domaine de la consultation, ainsi que **le nom et les coordonnées d'une personne à contacter** au cours des trois dernières années (*sur papier libre à produire en annexe du formulaire DC2*) ;
- Les certificats de qualification professionnelle. La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser les prestations pour lesquelles elle se porte candidate.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la commission européenne, en lieu et place des documents mentionnés à l'article 48 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Les candidats peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables. **Le document devra être obligatoirement rédigé en français.**

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.

### **Pièces de l'offre :**

Le candidat doit produire l'ensemble des pièces constitutives de l'offre comprenant **par lot** :

- En application des dispositions du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, **la signature de l'acte d'engagement (formulaire ATTRII) n'est plus requise qu'au stade de l'attribution du marché.** Le candidat peut remettre, dès le stade de la remise des offres, sur la base du volontariat, une offre signée par une personne habilitée à engager le candidat. Afin d'accélérer les délais de procédure, il est conseillé aux candidats de produire **un acte d'engagement par lot** dûment complété, daté et signé lors du dépôt de leur pli avec les pièces demandées au niveau de la candidature et de l'offre.

**NOTA :** L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

- **Un exemplaire du Bordereau des Prix Unitaires**, annexe à l'acte d'engagement, **par lot**, au format .xls.
- **Le DQE** (devis quantitatif estimatif) complété **par lot** ;
- Le cadre du mémoire technique complété par le candidat **par lot** (annexe n°1 au C.C.P.) ;
- Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat ;
- Les échantillons demandés dans le cadre du test de dégustation uniquement pour les lots n°2 et n°4.

Les renvois vers d'autres documents ne sont pas autorisés.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

**Il est rappelé que les conditions générales du candidat s'effaceront devant les dispositions contractuelles du présent accord-cadre.**

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats devront faire parvenir les échantillons suivants uniquement **pour les lots n°2 (plateau-repas) et n°4 (Buffet & cocktail (standard & haut de gamme))**:

**Attention, les échantillons détaillés ci-dessous sont à remettre dans un deuxième temps. C'est à dire après le dépôt des offres et analyse des candidatures.** Le pouvoir adjudicateur prendra ensuite contact avec les soumissionnaires pour organiser la remise des échantillons pour la dégustation à l'aveugle.

Les candidats fourniront avec leurs échantillons une enveloppe comprenant un descriptif écrit (une page maximum) présentant le détail des principaux ingrédients, l'origine des produits ainsi que son chiffrage financier détaillé.

La fourniture des échantillons est à la charge de l'entreprise. En l'occurrence, les échantillons, ne seront pas facturés et seront livrés en quantités suffisantes pour permettre leur évaluation sur le critère de la qualité gustative et nutritive des produits. Ils ne seront pas restitués. Il est précisé que les échantillons seront remis dans le cadre de l'analyse des offres.

**Pour le lot n°2 plateaux repas, le candidat devra proposer un plateau repas de gamme standard.**

**Pour le lot n°4 Buffet & cocktail (standard, haut de gamme), les candidats proposeront :**

Pour la partie cocktail par gamme (standard et haut de gamme) :

- 10 pièces salées et 10 pièces sucrées ;
- 10 pièces salées et 10 pièces sucrées.

Pour la partie Buffet par gamme (standard et haut de gamme) :

- 5 variétés d'entrées (salades, légumes, viandes, poissons) ;
- 5 variétés de plats principaux (salades, légumes, viandes, poissons) ;
- 5 variétés de desserts.

Une invitation à présenter les échantillons sera envoyée 2 jours ouvrés minimum avant la date de remise des échantillons. L'heure et l'adresse exacte de livraison seront communiquées à cette occasion.

Cette dégustation sera faite «en aveugle» : à cette fin, il est demandé à chacun des candidats de présenter ses préparations dans un emballage anonyme avant envoi à l'École normale supérieure.

Après dégustation et évaluation de la prestation alimentaire, l'enveloppe contenant les prix et le descriptif écrit sera ouverte. Elle révélera alors l'identité de l'entreprise candidate.

**Tout échantillon non conforme à l'anonymat ne sera pas accepté et entraînera le rejet de l'offre du candidat.**

Le candidat nommera impérativement dans son offre un correspondant afin que l'École puisse confirmer la date de livraison des échantillons : nom, qualité, mail et numéro de téléphone.

La fourniture d'échantillons demandée dans l'offre ne s'oppose pas à la transmission de l'offre par voie électronique.

## **Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres**

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 55, 59, 60 et 62 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères relatifs à la candidature sont :

### **Garanties et capacités techniques et financières Capacités professionnelles**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

#### **Pour le lot n°1 :**

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1) Valeur technique appréciée au regard du cadre de réponse du mémoire technique (annexe n°1 au C.C.P.)	70%
2) Prix des prestations au regard du devis quantitatif estimatif (DQE)	30%

**Pour le lot n°2 :**

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1) Valeur technique: 1) Cadre de réponse du mémoire technique: 30% 2) Échantillons à fournir au regard: 40% - du respect des demandes de l'École, - des fiches d'identification, - des qualités gustatives, - des qualités esthétiques, - de l'originalité.	70%
2) Prix des prestations au regard du devis quantitatif estimatif (DQE)	30%

**Pour le lot n°3 :**

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1) Valeur technique appréciée au regard du cadre de réponse du mémoire technique (annexe n°1 au C.C.P.)	70%
2) Prix des prestations au regard du devis quantitatif estimatif (DQE)	30%

**Pour le lot n°4 :**

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1) Valeur technique: 1) Cadre de réponse du mémoire technique: 30% 2) Échantillons à fournir au regard: 40% - du respect des demandes de l'École, - des fiches d'identification, - des qualités gustatives, - des qualités esthétiques, - de l'originalité.	70%
2) Prix des prestations au regard du devis quantitatif estimatif (DQE)	30%

A noter que la formule suivante sera appliquée dans le cadre du critère prix : (offre la moins disante/offre à noter)\*pondération.

Prépondérance des critères : si à l'issue de l'analyse, des candidats obtenaient une note globale identique, le choix du titulaire se ferait en fonction de la note la plus élevée obtenue sur le critère 1.

S'il y avait toujours équivalence, le choix se ferait sur le ou les critères suivants dans l'ordre de leur classement.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées entre le bordereau des prix unitaires et les autres pièces de l'offre, il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Des précisions pourront être demandées au candidat si son offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée.

Lors de l'examen des offres :

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses (article 59 du décret 2016-360).

Documents à fournir au stade de l'attribution du l'accord-cadre :

Le candidat sélectionné et, le cas échéant, ses sous-traitants et/ou cotraitants, pour être définitivement reçu devra produire, **dans un délai qui ne pourra excéder 5 jours** à compter de la demande qui sera transmise par mail, les pièces suivantes, à moins qu'il ne les ait déjà fournies :

- **L'acte d'engagement (formulaire ATTRI1), un par lot**, dûment signé par une personne habilitée en version papier s'il n'a pas été signé au moment du dépôt de l'offre (cf. article 4 du présent règlement de la consultation), accompagné du Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) par lot également dûment signé.

En cas de groupement, il sera précisé, en annexe n°1 à l'acte d'engagement, la répartition des paiements entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, l'article B7 de l'acte d'engagement sera à renseigner par le candidat qui annexera à l'acte d'engagement les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement (formulaire DC4 – MAJ du 25/08/2014 - ou équivalent).

Si elle n'est pas déclarée au moment de la remise des offres, il sera néanmoins précisé dans le mémoire technique du candidat la liste des sous-traitants auxquels le candidat envisage éventuellement de faire appel en cours d'exécution du marché. Il indiquera dans son mémoire la nature et le montant maximal estimatif des prestations qu'il envisage de sous-traiter.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance, ils doivent le préciser dans l'Acte d'Engagement, à l'article B4, à l'emplacement réservé à cet effet.

**- Les documents mentionnés à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 :**

- La justification que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux 1° et 4° a) et c) de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D.8254-2 à 8254-5 du code du travail : déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ;

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont la personne contractante s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;

- Un extrait K ou Kbis ou une copie de la carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

- Les attestations de régularité fiscale et sociale délivrées par les administrations et organismes compétents ;

- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (art. 51.IV du décret).

**Ces pièces doivent être produites tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.**

Le cas échéant, l'attributaire du marché devra produire également, en application des articles L. 8254-1 et D. 8254-2 à 5 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2-2°.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

En outre, conformément à l'article 9.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le candidat sélectionné devra justifier qu'il est titulaire des assurances obligatoires, dans un délai qui ne pourra être supérieur à 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution.

**Pour rappel, ces documents peuvent être produits au stade de la candidature.**

## **Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis**

### 6.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

<p style="text-align: center;"><u>Offre pour :</u></p> <p style="text-align: center;"><b>Marché n°2017-016 Prestations de traiteur sur les différents sites de l'École normale supérieure</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Lot n°</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Nom et coordonnées de l'entreprise (cachet de l'entreprise)</b></p> <p style="text-align: center;"><b>NE PAS OUVRIR</b></p>
--

Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les Pièces de la candidature et les Pièces de l'offre dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation.

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

<u>Adresse postale</u>	<u>Adresse pour le dépôt contre récépissé :</u>
École Normale Supérieure Pôle des Marchés Publics 45, rue d'Ulm 75230 Paris Cedex 05	École Normale Supérieure Service de la logistique Bureau service courrier 45, rue d'Ulm 75005 Paris <b>Entre 9h00 et 13h00 et entre 14h00 et 17h00</b>

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus. Ils seront renvoyés à leurs auteurs.



**Pour les modalités de remise des échantillons, se référer à l'article 4.1 du présent règlement de la consultation.**

### 6.2 – Transmission électronique

Les plis par voie électronique doivent être envoyés à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>. **Le choix du mode de transmission est irréversible.** Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

En revanche, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .zip, .pdf, .doc et .xls.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

La copie de sauvegarde est ouverte :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsque une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

**Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.**

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. **La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.**

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.referencs.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Le candidat doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

L'accord-cadre sera re-matérialisé après l'ouverture des plis. Ainsi, l'acte d'engagement sera signé par le titulaire de l'accord-cadre et par le pouvoir adjudicateur sous la forme papier.

**Pour rappel et conformément aux dispositions de l'article 57.I du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Dans le cadre d'un envoi multiple, le candidat devra transmettre systématiquement et à chaque envoi, l'ensemble des pièces demandées.**

## **Article 7 : Renseignements complémentaires**

### 7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **une demande écrite** au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres via le bouton « Poser une question » de la plateforme de dématérialisation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> (recherche avancée par la référence de la consultation numéro 2017-016).

Ou aux coordonnées suivantes :

#### **Renseignement(s) administratif(s) et /ou techniques :**

**École Normale Supérieure**

**Pôle Marchés Publics**

**29, rue d'Ulm**

**75005 PARIS**

**Mme Virginie ORSINGER**

**Tél : 01 44 32 30 88**

**Email: [virginie.orsinger@ens.fr](mailto:virginie.orsinger@ens.fr)**

**[marches.publics@ens.fr](mailto:marches.publics@ens.fr)**

**Les candidats sont invités à privilégier la plate-forme pour le dépôt des questions, qu'elles soient administratives et/ou techniques.**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que leurs questions ne doivent pas révéler leur identité : en effet, le texte de la question sera conservé au moment de la réponse, et la réglementation impose d'adresser cette réponse à tous les candidats.

**Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires seront communiquées à l'ensemble des candidats** identifiés ayant retiré le dossier via la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), **au plus tard six (6) jours** avant la date limite de réception des offres.

Prestations de traiteur sur les différents sites de l'École normale supérieure.

7.2 - Documents complémentaires

Sans objet.

7.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet.